

« Les Gabonais doivent se disposer à un effort ultime pour la rupture »

Ainsi souhaite le Professeur Albert Onda Ossa, président de l'Union sacrée pour la patrie (USP). Dans cette interview, l'agréé en Economie pense que Jean Ping et Ali Bongo doivent être exclus de la sphère politique actuelle pour permettre au Gabon de retrouver la sérénité. Pour lui, tout est clair : « les Gabonais doivent donc aujourd'hui tourner la page des deux principaux protagonistes qui réduisent le problème du Gabon à une querelle familiale ». Lecture !

Propos recueillis par Georges Ogandaga

Professeur Albert Onda Ossa, vous avez accordé le 09 décembre dernier, une interview à notre confrère Echos du Nord. Le Dr Daniel Mengara, acteur politique résidant aux USA, vient de réagir à vos propos à travers une vidéo disponible sur les réseaux sociaux dans laquelle il vous cite en référence. Votre réaction ?

L'intervention du Dr Daniel Mengara est la première réaction publique, sensée, positive et élaborée de mon interview. Cela m'amène à considérer que le mal de notre pays est profond, puisque le délai de réaction à une réflexion nourrie et argumentée est de trois mois minimum. C'est à mon sens un délai trop long pour un peuple qui veut se libérer de la pensée unique, de la dictature et de l'oppression. Les gens se cachent malheureusement bien souvent derrière l'insulte, le dénigrement systématique et la délation. En fait, c'est pour masquer leur incompétence, autrement dit leur inaptitude à débattre sur le fond des questions essentielles et à prendre des positions à la fois conséquentes et justes.

Professeur, revenons à ma question et aux propos du Dr Mengara.

Pour tout dire, le Dr Mengara a prouvé qu'il est un homme de valeur, qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus et n'a nullement peur de faire valoir ses idées, quitte à déplaire. Il a de ce fait, à mon sens, l'étoffe d'un leader et d'un homme d'Etat, contrairement à bien d'autres qui, habitués à baisser la tête et à courber l'échine, brassent le vent et choisissent la voie de la compromission.

En décembre dernier, vous avez préconisé un dialogue inclusif dont vous avez donné les contours, comme l'une des solutions de sortie de crise dans notre pays. Après celui de Jean Ping et celui en cours d'Ali Bongo, un tel dialogue est-il toujours d'actualité ?

Le dialogue inclusif, tel que nous le pensions, n'est plus d'actualité. Les deux protagonistes – Ali Bongo et Jean Ping – ont fait chacun son dialogue et cela ne nous avance pas. Le seul intérêt a été de conforter l'idée que nous nous faisons de chacun d'entre eux. Ils peuvent même se retrouver aujourd'hui en privé ou en public, cela ne changera rien au problème du Gabon qui, à en croire l'un des protagonistes, notamment Monsieur Ali Bongo « n'est qu'une

querelle familiale ». Quelle ignominie ! Dans ces conditions, un dialogue de plus (un troisième) rendrait la situation encore plus confuse. Il faut passer à autre chose.

Doit-on croire que votre regard sur la situation du Gabon a-t-il évolué depuis votre dernière interview dans La Loupe ?

(L'air très grave) Assurément, pas tant que la situation du pays n'ait changé, car elle s'est plutôt détériorée, même si la perception qu'en ont les Gabonais a beaucoup évolué. Le temps a fait son travail et la majorité des Gabonais perçoit mieux aujourd'hui les enjeux. Il faut tirer parti de cela pour aller plus loin.

Concrètement et en français facile, que voulez-vous dire ?

(Long silence, le visage fermé). Comme je l'ai maintes fois dit, la crise actuelle est multidimensionnelle. Elle est institutionnelle, politique, culturelle, économique et sociale. Malheureusement, les analystes politiques et les observateurs, même les plus

avisés – Communauté internationale, politiques, société civile organisée, intellectuels et bien d'autres encore – ramènent toujours la crise post-électorale à deux camps (sinon à deux personnes irrémédiablement opposées) :

1°) celui de la majorité, ayant pour chef de file Monsieur Ali Bongo, président de la République ;
2°) celui de l'opposition ayant pour leader Monsieur Jean Ping.

Ainsi, pour eux, toutes les voies de sortie de crise dépendent de ces deux camps, de leur capacité à dialoguer et à travailler ensemble pour remettre le pays sur les rails. Or, plus le temps passe, plus les fractures sont importantes et plus il apparaît difficile de les concilier et d'entrevoir une issue favorable à la crise actuelle qui, inévitablement, est conditionnée par l'adhésion du peuple gabonais. Mais, à y regarder de plus près, on se rend compte qu'il ne s'agit, en réalité, que des mêmes, plus précisément l'apparatchik formé de personnalités issues de l'ancienne majorité, en fait du parti unique de feu président Omar Bongo Ondimba, dont certains (la majorité) sont en rupture de ban avec son fils (l'actuel président de la Ré-

publique). La raison apparente : ce dernier leur aurait sucé tous leurs avantages et prérogatives. Ils forment donc l'opposition actuelle, en réalité des personnalités qui, globalement, sont aux affaires depuis près de quarante ans, voire plus pour certaines. Il importe donc d'affiner l'analyse car « l'équation Gabon » est bien plus complexe, en raison de la multiplicité des acteurs, de la diversité des camps, de l'ampleur des dégâts causés et accumulés au fil du temps.

Que retenir donc de tout cela ?

En réalité, il n'y a pas que deux camps au Gabon, il y en a globalement quatre :

ont réellement ces deux camps ? Statistiquement, pas plus de 5 % de la population gabonaise, ce qui signifie qu'un vote libre leur donnerait (à tous les deux camps) moins de 15 % des suffrages.

Professeur, pouvez-vous argumenter vos observations ?

En effet, concernant le premier camp, Monsieur Ali Bongo semble être devenu un homme seul, sans repères, s'étant entouré de jeunes loups, prédateurs, ne disposant d'aucune compétence ou presque, d'aucune moralité et nourris par une seule ambition : s'enrichir et piller au maximum les ressources publiques grâce

à également ce système vieux de plus de cinquante ans, dont les Gabonais veulent absolument se débarrasser.

Le troisième camp, les transhumants, est formé de personnalités issues de la classe moyenne, soucieuses de leur avenir immédiat et voulant préserver leurs statut et niveau de vie. Ils changent de position selon la tendance, se livrent au plus offrant et se positionnent en fonction des situations contingentes. Cette catégorie représente 10 à 15 % de la population.

Les trois premiers camps réunis représentent en réalité moins de 25 % de la population en âge de voter. En fait, un vote libre et transparent leur donnerait moins de 20 % des suffrages. Malheureusement, ce sont ces trois premiers camps (une minorité) qui orientent aujourd'hui la politique nationale, focalisent l'attention grâce aux médias, à la corruption et autres réseaux sociaux.

Le dernier camp (le quatrième) est véritablement celui du peuple qui représente au moins 70 % du corps électoral. Il s'agit d'un camp qui ne fait pas de bruit. Il constitue la majorité silencieuse, qui se méfie de l'apparatchik, des associations organisées, des dirigeants religieux, des partis politiques et préfère demeurer dans l'expectative ou plus précisément en réserve de la République. Ce dernier camp comprend toutes les personnes éprouvées, réellement déçues par les extravagances de la nomenclature et de leurs vraies fausses contradictions (contradictions secondaires), savamment entretenues pour abrutir le peuple et retarder autant que faire se peut l'alternance au sommet de l'Etat.

Alors, Professeur Onda Ossa, au nom de vos ancêtres et face à la souffrance des Gabonais, on fait quoi pour sortir de cette tragédie ?

Une orientation précise plutôt : si une solution à la crise actuelle doit être recherchée, c'est dans cette dernière catégorie (le camp du peuple), qui présente l'avantage de concentrer les partisans de ce qu'il est convenu d'appeler « la troisième voie ». Elle comprend tous les vrais cadres du pays

(ingénieurs, médecins, universitaires de renom, enseignants du secondaire rigoureusement formés, avocats, architectes, magistrats non corrompus, jeunes entrepreneurs indépendants, commerçants, préretraités, jeunes retraités, paysans valeureux, toute la jeunesse en âge de voter – scolarisée et non scolarisée –, les chômeurs et bien d'autres encore). La « troisième voie » estime que le salut du Gabon passe par une transition qui ouvre droit à une élection apaisée, transparente et crédible et qui exclut les deux principaux protagonistes en vue (Messieurs Ali Bongo et Jean Ping), en raison de leur égoïsme, de leur radicalisme, de leur ostracisme et de leur peu d'intérêt pour la Nation. Toute négociation et tout schéma de résolution de la crise en dehors de la troisième voie (quatrième camp) seront nuls et de nul effet, car traduisant la mise à l'écart de la majorité de la population, avec tout ce qu'elle regorge comme compétence, expertise, maturité, forces vives, détermination et souci pour l'intérêt national.

Ali Bongo et Jean Ping, pour sauver le Gabon, doivent-ils être disqualifiés ?

(D'un ton direct et sec) Effectivement, les Gabonais doivent donc aujourd'hui tourner la page des deux principaux protagonistes qui réduisent le problème du Gabon à « une querelle familiale ». Ils doivent échanger, s'exprimer en masse pour se disposer à un effort ultime pour la rupture et c'est alors qu'apparaîtra la solution à leur problème : les modalités de mise en œuvre de la transition qui consacrera le renouvellement total de la classe politique et la fin du système Bongo-PDG dans toutes ses composantes (explicites et implicites), autrement dit la mise à l'écart définitive de Monsieur Ali Bongo et tous ses alliés, tactiquement rangés dans les deux camps : la majorité et l'opposition.

Pr Onda Ossa, à vous le clavier pour votre mot de la fin !

Objectivement, Monsieur Ali Bongo a toutes les cartes en main. A lui de jouer, s'il est vraiment le fils de feu Omar Bongo, il sait avec qui et avec quel groupe négociateur aujourd'hui sa sortie : une sortie salutaire pour la famille Bongo, pour le Haut-Ogooué et pour le Gabon. Toute autre réaction de sa part n'est que fuite en avant et diversion fatale pour lui-même, sa famille et pour le pays tout entier. Je vous remercie ! ■

